

Energies renouvelables

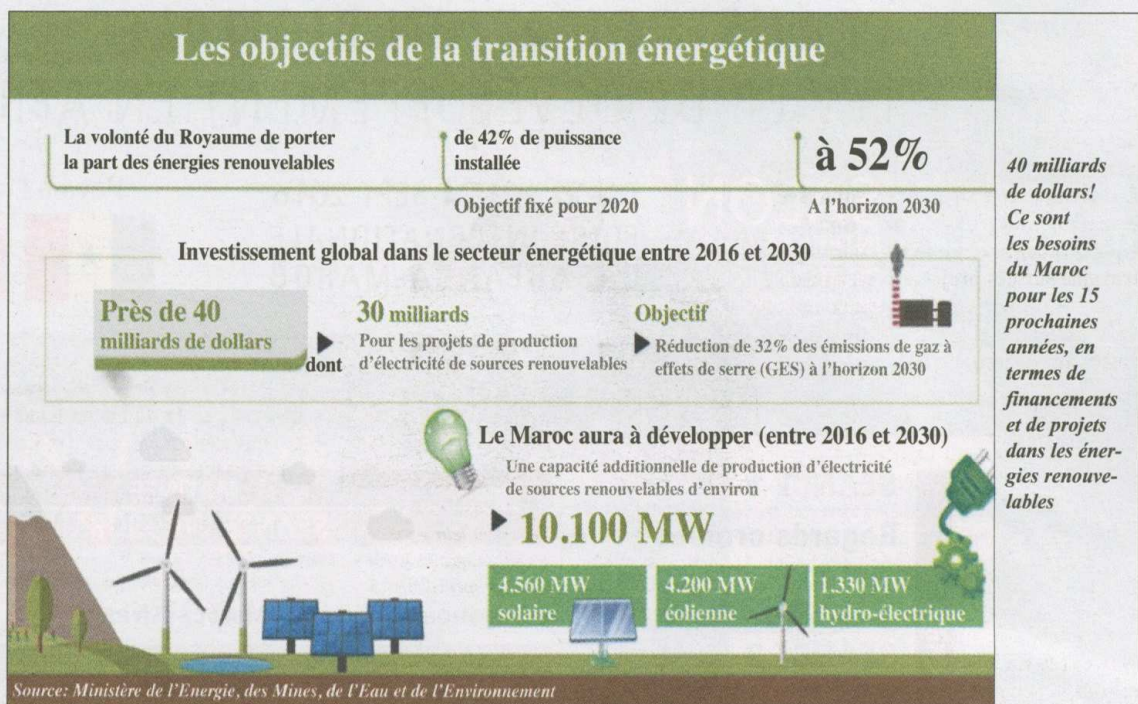
Les Américains s'apprêtent à entrer dans la course

• Les officiels et experts multiplient les contacts des deux côtés

• Programmes d'échange et de R&D

• Un marché jusque-là dominé par les entreprises européennes

LES Américains briguent des marchés dans les énergies renouvelables au Maroc. Opérateurs et officiels s'activent des deux côtés, marocain et américain, à la veille de la COP22. Une délégation marocaine représentant ce secteur (Masen, ONEE...) était d'ailleurs en déplacement à Las Vegas la semaine dernière. En même temps, l'envoyé spécial américain pour la Science était en visite au Maroc. Cette effervescence à quelques semaines de la COP22 n'est pas fortuite. Elle vient confirmer les ambitions des Américains en termes d'investissement dans ce secteur.



«Cette visite va nous permettre d'abord de mieux connaître les initiatives et les projets déjà en cours. Le Maroc s'apprête à organiser la COP22 en novembre prochain et bien évidemment il sera en quête de nouveaux partenaires», tient à rappeler Daniel Kammen, envoyé spécial américain pour la Science, qui était en déplacement au Maroc du 13 au 16 septembre dernier.

Partenariats dans plusieurs niches

Au programme de sa visite, une série de rencontres avec Mustapha Bakkoury, président du directoire de l'Agence marocaine de l'énergie solaire (Masen), Abdelkader Amara, ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, et Said Mouline, directeur de l'Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (Aderee). «Je pense qu'aujourd'hui, il existe plusieurs niches sur lesquelles le Maroc et les Etats-Unis pourront développer des partenariats», poursuit l'envoyé spécial.

Il faut dire qu'à l'exception de General Electric, les entreprises américaines sont peu ou pas présentes sur ce secteur où les entreprises espagnoles (Abengoa, Gamesa...), françaises (Engie, EDF...), italienne (Enel), allemande (Siemens) et saoudienne (Acwa Power) sont largement dominantes. Sans compter des multinationales comme Mitsui (Japon), Daewoo (Corée du Sud)...

«Nous avons une expérience sur le continent africain dans le domaine de l'énergie propre qui pourra intéresser le Maroc. Nous sentons déjà cet intérêt chez les responsables marocains», confie Daniel Kammen. Selon cet expert, «le développe-

ment d'une agriculture durable, le transport, la technologie propre... pourraient servir d'accélérateurs», précise-t-il. Les Américains se préparent à entrer dans la course? Tout porte d'ailleurs à le croire. D'autant plus que la COP22 serait l'occasion idéale pour annoncer de possibles projets dans ce sens.

En tout cas, dans la R&D, les contours commencent déjà à se clarifier. «Nous venons juste d'entamer des discussions avec des responsables et opérateurs marocains. Nous mettons l'accent sur les possibilités de sceller des partenariats dans le domaine de la recherche et la coopération universitaire», annonce Kammen.

En attendant les investissements de l'Oncle Sam, des programmes d'échanges seront organisés au profit des étudiants et professeurs marocains avec des universités américaines. C'est un fait: l'Etat est déterminé à propulser les investissements dans le marché des énergies nouvelles. A l'horizon 2030, ce sont 52% du bouquet énergétique qui devraient provenir de sources renouvelables. Toutes les filières majeures seront servies, du solaire à l'éolien, en passant par l'hydroélectrique et la biomasse.

De grands chantiers de développement énergétiques, qui présentent de réelles opportunités d'investissements, particulièrement pour les entreprises privées nationales et internationales, sont lancés. Pour réaliser ses objectifs, le secteur aura besoin de 40 milliards de dollars sur les 15 prochaines années, dont les trois quarts pour les énergies renouvelables. □

Aziza EL AFFAS

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Energies renouvelables

«Savoir trouver le juste mix»

►►► Daniel Kammen, envoyé spécial américain pour la Science, était en visite au Maroc du 13 au 16 septembre dernier. Kammen est dirigeant fondateur du Renewable and Appropriate Energy Laboratory. Basée en Californie, cette structure s'intéresse essentiellement à l'énergie propre et la décarbonation. Le laboratoire, qui travaille sur des projets en Afrique de l'Est et en Amérique centrale, compte aussi lancer des programmes de coopération au Maroc.

- **L'Economiste:** Le constat actuel fait état d'une faible présence des entreprises américaines dans le secteur des énergies au Maroc. Comment expliquez-vous cette faible présence?

- **Daniel Kammen:** Il est difficile de répondre à une telle question, mais je peux dire qu'historiquement, le Maroc est fortement lié à l'Europe et plus particulièrement à la France. Et ce, pour plusieurs raisons. Je peux citer la proximité géographique, le système d'éducation ou encore



«J'espère voir plus d'entreprises américaines qui investissent au Maroc et apportent leur expertise dans le domaine de la technologie propre», indique Daniel Kammen, envoyé spécial américain pour la Science (Ph. Bziouat)

le système bancaire similaire. J'espère que cela va changer à l'avenir, non seulement pour des raisons purement économiques,

mais surtout parce que les défis du changement climatique nécessitent un partenariat plus large entre les pays.

- **Qu'est-ce qui fait la valeur ajoutée des entreprises américaines?**

- La réussite d'un système réside dans sa capacité à trouver le juste mix entre une base financière solide, un business model innovant et des fondements scientifiques et technologiques solides. Si l'on prend en considération le volume des investissements dans la recherche scientifique et technologique, les Etats-Unis arrivent en tête au niveau mondial. Vu que le monde devra reconstruire une nouvelle industrie propre en quelques décennies, les Etats-Unis pourront apporter un soutien majeur à ce vaste chantier mondial.

- **Après la ratification de l'Accord de Paris par Washington, quelle est la prochaine étape?**

- C'est un signal fort que les Etats-Unis et la Chine ont envoyé au monde entier avec cette ratification sachant que ces deux pays totalisant 40% des émissions de gaz à effet de serre. Maintenant le plus dur reste à venir. A Marrakech, les pays signataires de l'Accord de Paris doivent discuter les moyens et les outils pour appliquer les clauses de l'accord, respecter leurs engagements et atteindre les objectifs fixés. Ce travail au niveau des gouvernements va sûrement encourager les entreprises à faire du business et décrocher davantage de contrats, notamment dans le domaine de l'énergie propre. Dans cette logique, j'espère voir plus d'entreprises américaines qui investissent au Maroc et apportent leur expertise dans le domaine de la technologie propre, R&D, l'innovation, programmes d'échange ainsi que le lancement d'incubateurs. □

Propos recueillis par
Aziza EL AFFAS

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com